

# Le Sénat s'attaque au budget 2019, la taxe carburants en ligne de mire

afp, le 22/11/2018 à 19h50  
Mis à jour le 22/11/2018 à 19h50



Le ministre de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire à l'Élysée, le 14 novembre 2018 / AFP/Archives

Le Sénat à majorité de droite a entamé jeudi, sur fond de mobilisation des "gilets jaunes", l'examen en première lecture du projet de budget 2019, entendant bien servir de caisse de résonance aux inquiétudes sur le pouvoir d'achat et le "ras-le-bol fiscal".

"On a d'un côté des Français qui sont profondément déçus (...) au point de manifester bruyamment cette exaspération, et d'un autre côté un gouvernement qui ne change jamais sa réponse", a exposé le chef de file des sénateurs LR Bruno Retailleau. "Il faut que nous éclairions ce paradoxe".

"Nous dépenserons moins et mieux, nous réduirons la dette, mais aussi les impôts et les taxes des Français - on voit bien ce qui se passe actuellement, les impôts et les taxes, ça suffit !", a pour sa part déclaré le ministre de l'Economie Bruno Le Maire, s'attirant un "bravo !" ironique et un "chiche" sur les bancs de droite.

"Nous faisons dans ce projet de loi de finances des choix économiques simples et forts", a plaidé M. Le Maire. "Nous voulons que tous ceux qui travaillent, tous ceux notamment qui ont des salaires modestes, puissent voir tout simplement à la fin du mois qu'ils gagnent davantage en espèces sonnantes et trébuchantes".

Le ministre a assuré que "le cap de la restauration des finances publiques sera tenu", de même que "le cap de la restauration de la croissance".

"La réalité, c'est que nous sommes la première majorité depuis 10 ans à être passée sous les 3% de déficit public", "la réalité, c'est que nous avons engagé la réduction du prélèvement obligatoire dans notre pays, c'est la 1e fois depuis 10 ans", a-t-il vanté.

Mais pour le rapporteur général, Albéric de Montgolfier (LR), "ce budget, malheureusement, déçoit: des prélèvements obligatoires qui restent très élevés, aucune réforme d'envergure", mais des mesures fiscales qui ne servent, au mieux, qu'à faire du rendement".

- "Exaspération" -

Quant à la taxe sur les carburants, que la droite veut geler, "c'est une escroquerie", a-t-il affirmé, seuls 7,2 milliards sur les 37,7 milliards d'euros de recettes attendues en 2019 étant affectées à la transition écologique.

L'augmentation de cette taxe est "à la fois une supercherie (...) et une punition", a renchéri Vincent Delahaye (centriste), "beaucoup de nos concitoyens n'ayant pas d'alternative".

"Personne n'est dupe de cette tromperie qui a légitimement causé la colère de millions de Français, gilets jaunes ou pas", a-t-il ajouté.

Droite et gauche se retrouvent pour contester le chiffre avancé par le gouvernement d'un gain de 6 milliards d'euros de pouvoir d'achat en 2019.

"Le pouvoir d'achat d'un certain nombre de ménages, en particulier retraités et ruraux, sera incontestablement amputé l'an prochain", a déclaré le président de la commission des Finances Vincent Eblé (PS), estimant qu'"il n'est pas nécessaire de chercher beaucoup plus avant les motifs de ce que nous constatons jour après jour sur nos routes et nos ronds-points".

"Exaspération. (...) c'est ce sentiment qui semble aujourd'hui profondément ressenti par un nombre important de nos compatriotes", a de son côté déclaré Eric Bocquet (CRCE, à majorité communiste). Son groupe a défendu sans succès une motion pour rejeter d'emblée le projet de budget.

Pour le RDSE (à majorité radicale), Jean-Marc Gabouty s'est montré plus tempéré. Le texte "nous inspire un certain nombre de satisfactions, mais aussi quelques réserves, interrogations et inquiétudes", a-t-il dit, citant la taxe sur les carburants.

"L'exécutif doit accentuer ses efforts pour diminuer la dépense publique et les prélèvements obligatoires", a-t-il jugé.

Emmanuel Capus (Indépendants) ne croit pas que le gouvernement oppose "les Français les uns aux autres". "Mais il faut entendre la détresse de certains", a-t-il souligné, appelant l'exécutif à "s'assurer que personne ne soit laissé au bord du chemin de l'écologie".

A l'issue de la discussion générale, le Sénat a approuvé la hausse de la contribution de la France au budget de l'UE 2019, portée à 21,5 milliards d'euros. L'examen des articles reprendra vendredi.

Le Sénat votera sur l'ensemble du texte le 11 décembre.

## Votre Sélection



**Religion**  
Au tribunal de Saint-Étienne, un ancien prêtre face à son passé



**France**  
Pouvoir d'achat : les perdants et les gagnants



**Immigration**  
Quand un foyer de migrants tombe en ruine



**Éthique**  
Kelly, mère porteuse américaine : « La GPA m'a cassée »



**Politique**  
Une enquête ouverte sur l'origine de dons à La République en Marche



**France**  
Gilets jaunes : « Ont-ils une idée de ce qu'on vit ? »



**Europe**  
Brexit : Madrid veut exclure Gibraltar de l'accord



**Média**  
Les députés adoptent les textes controversés contre la « manipulation de l'information »

## Autour de cet article



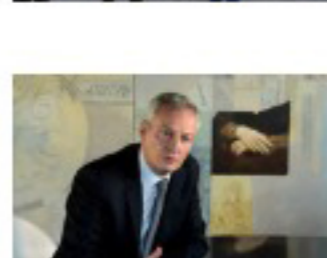
**France**  
Françoise Nyssen veut que la redevance TV soit déconnectée de la possession...



**Politique**  
Budget 2018 : le Sénat supprime les mesures phares du gouvernement



**France**  
Mobilisation en recul pour la cinquième journée des « gilets jaunes »



**France**  
Bruno Le Maire : « Notre objectif est que 100 % des salariés soient...

## À la une

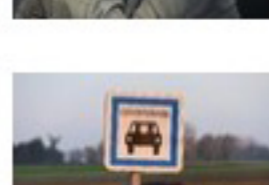
- TOUT**
- FRANCE
- MONDE
- CULTURE
- RELIGION



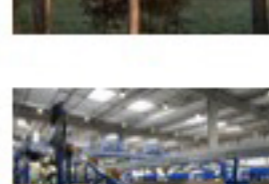
**Amérique**  
Des centaines de migrants manifestent à la frontière entre le Mexique et les États-Unis



**Politique**  
Pour Nicolas Hulot, la crise des « gilets jaunes » était évitable



**Economie**  
Mobicoop, l'alternative à Blablacar



**France**  
La Française des Jeux pousse ses pions hors de France



**France**  
Un prêtre d'Alsace incarcéré pour viols sur mineurs

Publicité

Publicité